

Congrès Socialiste International de Vienne

(23-29 août 1914)

DOCUMENTS

2^e COMMISSION : LE COUT DE LA VIE

RAPPORT DE SIDNEY WEBB

I

LE RENCHERISSEMENT DU COUT DE LA VIE

La constante augmentation du coût de la vie durant les dernières quinze à vingt années s'est fait sentir dans tous les pays du monde. Les statistiques nous disent que depuis 1895, alors que le coût de la vie était le plus bas, jusqu'à cette année, les prix de presque toutes les denrées ont partout augmenté. En Angleterre et en Australie, cette augmentation a été d'environ 15 pour cent; en France et au Canada, d'environ 25 pour cent, et en Allemagne, d'environ 40 pour cent. Mais ces estimations générales ne sont guère exactes en ce qui concerne le coût de la vie de l'ouvrier. Elles ont été établies en se basant sur les prix officiels d'un petit nombre de produits bruts et manufacturés et de certaines denrées choisies, et des résultats différents peuvent être obtenus par ces choix divers. Elles ne tiennent pas compte de beaucoup de postes du budget familial de l'ouvrier, tels que le loyer, le coût des médicaments et des soins médicaux et d'autres dépenses, les frais des funérailles, frais de correspondance, les frais de voyage, actuellement souvent un poste indispensable; les dépenses pour livres, journaux, congés, divertissements et autres douceurs pour les différents membres de la

famille; enfin les taxes (y compris les paiements pour l'assurance) prélevées directement soit par le gouvernement, soit par les autorités locales. Pour la plupart de ces articles (à l'exception des postes pour livres et journaux et les frais de correspondance et de voyage), l'augmentation est sensiblement la même. D'un autre côté, les estimations des statisticiens sont exagérées sous certains rapports. Il est évident que les prix de détail des articles achetés par la grande masse des consommateurs (y compris les denrées à bon marché et les vêtements de seconde main) n'ont pas augmenté dans la même proportion que les prix de gros, et spécialement pas autant que les prix de gros des principales matières premières, de façon qu'on ne saurait faire un exposé exact général.

Les causes du renchérissement du coût de la vie varient de contrée à contrée; elles diffèrent également de classe à classe. Mais ce qu'on peut dire d'une façon certaine, c'est qu'à peu près tous les ouvriers, qu'ils habitent l'Europe, l'Amérique, l'Afrique du Nord, du Sud ou de l'Ouest, l'Australie, les Indes, le Japon ou les îles du Pacifique, trouvent le coût de la vie plus cher maintenant qu'il y a vingt ans. Cette augmentation varie entre 10 et 60 pour cent.

II

L'INSUFFISANCE DE LA HAUSSE DES SALAIRES

Le renchérissement du coût de la vie aurait été sans effet sur l'ouvrier, si son salaire avait augmenté dans les mêmes proportions que le prix des denrées. Or, il a été démontré que nulle part, dans le monde entier, l'augmentation des salaires n'a égalé celle du prix des denrées alimentaires. A peu près partout, dans beaucoup de métiers, il y a eu, durant les deux dernières décades, une sensible augmentation des salaires. Seulement, dans aucun pays, les statisticiens n'ont pu estimer que les salaires aient progressé dans les mêmes proportions que le coût de la vie. Les ouvriers trouvent que le renchérissement de la vie atteint quelquefois dix, quelquefois soixante pour cent. L'augmentation de leurs salaires a été de cinq, quelquefois de trente pour cent. Dans les classes inférieures, comme pour les ouvrières non qualifiées des industries secondaires anglaises, il est même fort difficile d'affirmer qu'il y ait eu une aug-

mentation des salaires. L'attestation a été générale que les ouvriers de tous les grades, dans le monde entier, pour autant qu'ils ne dépendent que de leurs salaires, ont vu diminuer, durant les deux dernières décades, leurs moyens d'existence en raison du renchérissement du coût de la vie. D'un autre côté, dans les nations civilisées, les prolétaires obtiennent, comme citoyens, certains petits avantages (en ce qui concerne l'instruction, l'intervention en cas de maladie ou de vieillesse), à part leurs salaires, en raison de la progression constante de l'intervention de la commune et de l'Etat. Durant ces deux dernières décades, l'augmentation des différentes formes d'intervention (très souvent une application imparfaite du principe du communisme) a quelque peu adouci la misère dont souffre la classe ouvrière par suite du renchérissement du coût de la vie. Mais on constate avec regret que, malgré la protection accordée aux ouvriers par un collectivisme grandissant, la grande majorité des familles, au milieu de la richesse prodigieusement augmentée, a moins à dépenser pour la nourriture, l'habillement, le logement et les récréations, qu'il y a vingt ans.

III

LA CAUSE DE LA DIMINUTION DES SALAIRES RÉELS

Il y a désaccord entre les statisticiens et les économistes au sujet de la cause du renchérissement du coût de la vie. Les uns attribuent ce renchérissement à la grande augmentation dans la production de l'or; d'autres, avec raison, amendent cette explication en y ajoutant l'augmentation de la circulation des billets de banque et chèques, du crédit en banque, etc., en remplacement de l'or. Mais toutes les explications concernant les causes du renchérissement du coût de la vie, attribué peut-être avec une certaine raison à la circulation monétaire, ont laissé sans solution le problème relatif à la question de savoir pourquoi le prix du travail, considéré comme marchandise, n'a pas augmenté, pour cette même raison, en même temps que le prix des autres marchandises. D'autres attribuent le renchérissement du coût de la vie à un ralentissement dans la production mondiale proportionnellement à l'augmentation constante de la population du globe (intensifiée par la demande croissante des pays d'Orient visant les objets de première nécessité européens).

Ce ralentissement est dû, en grande partie, à l'émigration de capitaux et d'énergie humaine vers les nouveaux territoires du Canada, de l'Amérique du Sud, de la Russie, etc., où l'on construit des chemins de fer, défriche des terres, bâtit des maisons dans de telles proportions que la demande des objets de première nécessité n'est plus en rapport avec l'offre, c'est-à-dire la production. Cependant, il n'est pas évident qu'il y ait ralentissement dans la production des objets de consommation immédiate. Suivant les statistiques, la quantité de nourriture, de produits bruts et manufacturés introduits sur les principaux marchés du monde n'a jamais été aussi grande, par tête d'habitant, que maintenant. Et ceci était la seule chose à prévoir lors de l'adoption si contestée des machines, sources de puissance, et la multiplication des inventions.

Toutes ces explications bourgeoises sont erronées, parce qu'elles ne fixent l'attention que sur un côté d'un problème qui, en réalité, est un problème unique. Ce qui doit être expliqué, ce n'est pas tant l'augmentation plus ou moins grande du prix de quasi toutes les marchandises (y compris le travail humain considéré comme marchandise) que le fait que les salaires n'ont pas augmenté dans la même proportion.

L'idée s'est fait jour que la vraie raison pour laquelle la classe des salariés a vu diminuer en moyenne, depuis vingt ans, sa puissance d'achat de nourriture, de vêtement, de logement, d'amusement et de distractions, doit être recherchée dans la constante augmentation de la puissance marchande de la classe capitaliste due : 1° à la concentration de la direction de l'industrie dans un nombre de mains progressivement plus petit; 2° à la diffusion rapidement croissante de l'entente capitaliste sous la forme de monopoles ou d'associations d'entrepreneurs.

Durant ces derniers vingt ans, les capitalistes du monde entier ont bénéficié, dans de plus grandes proportions qu'autrefois, de tous les changements des cours, de l'émigration des capitaux et du développement de l'industrie, pour renforcer leur position. L'augmentation du prix des marchandises a été créée et accrue artificiellement par ces monopoles. En Allemagne, en Autriche-Hongrie, en Russie, aux Etats-Unis, en Italie et en d'autres pays, ces agissements ont trouvé une protection, un encouragement par les tarifs protectionnistes, ce qui a causé un renchérissement du coût de la vie plus important dans ces pays que dans le Royaume-Uni ou d'autres Etats où ces tarifs exagérés n'existent pas. En même temps, la même concen-

tration des grandes industries entre les mains d'un plus petit nombre de capitalistes, et la croissance identique du monopole et de l'association des employeurs ont fortement renforcé les employeurs pour l'achat de la force ouvrière. Entre temps, le nombre des syndiqués a augmenté dans beaucoup de pays. En outre, il n'est pas certain (à l'exception de quelques syndicats et de quelques villes) que l'organisation syndicale ait été améliorée en Angleterre ou en France, aux Etats-Unis, en Italie. Aux Indes ou au Japon, en Afrique ou en Océanie, peut-être aussi en Russie ou en Hongrie (à l'exception de certaines industries spéciales dans quelques villes seulement) on ne peut pas dire que le syndicalisme est plus développé maintenant qu'il y a vingt ans. Une légère progression dans l'organisation des syndicats peut être constatée en Suisse, en Scandinavie, aux Pays-Bas, en Belgique et tout particulièrement en Allemagne. En considérant le monde entier, il est fort douteux que, prise en bloc, la puissance du prolétariat sur le marché du travail soit plus grande qu'il y a vingt ans, tandis que celles des employeurs a considérablement augmenté. J'estime que l'augmentation dans la production mondiale de l'or, que l'usage des instruments de crédit comme pouvoir d'achat, tendent à hausser le prix de tous les objets de première nécessité, y compris la force ouvrière considérée comme marchandise. Et tandis que l'afflux des capitaux vers des contrées nouvelles peut avoir augmenté la valeur d'échange de produits immédiatement consommables, nous devons reconnaître, d'autre part, l'influence de nouvelles inventions et le pouvoir productif croissant à diminuer les valeurs d'échange de marchandises autres que celle du travail. C'est pourquoi la balance des forces visant les prix des marchandises et le prix de la force travail considérée comme marchandise, n'est pas claire. D'une part, la puissance croissante de la position économique des employeurs sur le marché du travail tend à diminuer le taux des salaires grâce à l'entente capitaliste et, d'autre part, les salariés n'ont guère réussi (excepté en Allemagne) à augmenter la puissance de combat de leurs organisations.

Les différences dans le développement industriel, dans les systèmes de circulation et de crédit commercial et dans les tarifs protectionnistes font que, de pays à pays, les moyens mis à la disposition des capitalistes sont autres, et les différences de degrés jusqu'où ils ont amélioré leur propre organisation comparativement à l'amélioration variable des syndicats ouvriers dans les divers pays,

font que les pertes diffèrent de pays à pays. Ces pertes ont été adoucies d'une manière variable dans les divers pays, par l'extension de mesures ayant un caractère collectiviste. Ainsi, tandis que l'effet sur l'étalon de vie des salariés a été presque partout défavorable, il est naturel, si l'on accepte cette explication, que nous trouvions des pertes de pays à pays.

IV

LES MESURES PALLIATRICES PAR LESQUELLES ON POURRAIT PROTÉGER LES PROLÉTAIRES CONTRE LE RENCHÉRISSÉMENT DU CÔTÉ DE LA VIE.

a) *Magasins municipaux.*

Nous devons remarquer que la hausse des prix des objets de première nécessité est fréquemment aggravée par l'action des négociants capitalistes, qui ont l'habitude de majorer d'une façon disproportionnée les prix de détail lors d'une hausse des prix de gros. Ici, les magasins municipaux ont obtenu un résultat en maintenant les prix. Ce qui a été trouvé avantageux dans l'exploitation des services de l'eau, du gaz et de l'électricité, est également utile au point de vue des vivres. A Budapest ainsi que dans beaucoup de villes allemandes, des magasins ont été ouverts par les administrations communales pour l'importation et la vente au plus bas prix, — quelquefois sans aucun bénéfice, — de la viande, du poisson, du beurre, d'œufs et autres produits alimentaires. A Vérone et dans d'autres villes d'Italie, les municipalités ont établi des boulangeries et ont vendu le pain au prix de revient. En Russie (ainsi qu'à Mayence), les municipalités ont des drogueries pour vendre les médicaments au prix de revient. Ce commerce municipal devrait être développé spécialement là où la classe ouvrière a le contrôle de la municipalité.

b) *Maisons ouvrières gouvernementales et communales.*

Il suffit de mentionner le fait que les administrations communales de beaucoup de contrées, en Irlande et dans le pays de Galles,

et certains gouvernements ont érigé des maisons ouvrières pour le prolétariat, maisons dont le loyer couvre simplement l'intérêt de l'argent nécessaire à l'achat du terrain et à la construction des bâtiments.

c) *Coopératives.*

Dans presque tous les pays, notamment en Allemagne, en Angleterre, en Belgique, en Suisse, au Danemark et en Autriche, les sociétés coopératives ont considérablement augmenté en membres et en force, par suite de la suppression de tout profit sur les denrées alimentaires dont l'achat n'a cessé de croître et en mettant ces services sous le contrôle démocratique.

d) *La fixation des salaires.*

En Allemagne, en Angleterre, en Australie et en Nouvelle-Zélande les salaires ont augmenté de beaucoup, peut-être davantage qu'en d'autres pays, en demandant et en obtenant soit par la loi, soit par des contrats collectifs des tarifs de salaire dans les principales industries et un minimum qui ne peut être diminué pour les travaux inférieurs — plus ou moins basés sur le coût nécessaire à l'existence et pour lesquels il est à espérer que les salaires, même en mauvaise période, ne pourront jamais descendre.

e) *Augmentation des salaires des employés des administrations publiques.*

Les administrations publiques, aussi bien des Etats que des communes, du monde entier, ont été forcées — bien tardivement — d'envisager la nécessité de mettre les salaires des salariés publics en rapport avec le renchérissement du coût de la vie. En Allemagne, en Autriche et en d'autres pays, ces augmentations ont été souvent proportionnées suivant le nombre des membres de la famille. L'idée a été suggérée que les partis socialistes et ouvriers du monde entier se préoccupent avec les salariés organisés de la question du renchérissement du coût de la vie; et que des mesures sérieuses du genre de celles qui ont été indiquées précédemment, soient imposées par les intéressés aux administrations de l'Etat et des communes, et dans les Parlements de tous les pays.

V

LA VARIATION AUTOMATIQUE DES SALAIRES SUIVANT
LES PRIX

Maintenant que l'engagement individuel des ouvriers est remplacé de plus en plus par l'enrôlement collectif et que l'on commence par imposer légalement un tarif minimum de salaires (voir la Grande-Bretagne, l'Australie et les Etats-Unis), il est d'une importance capitale d'empêcher que les salaires existants restent les mêmes et que l'on entrave leur augmentation à la suite du renchérissement du coût de la vie. Il a été suggéré que tous les contrats collectifs, que toutes les décisions arbitrales fixant des tarifs de salaires, ainsi que toutes les lois établissant les minima de salaires contiennent des clauses prévoyant la fixation automatique des salaires suivant les changements futurs dans le prix des objets de première nécessité, selon un relevé sérieux d'index numbers à établir par une commission composée de statisticiens indépendants, relevé publié annuellement par le gouvernement.

VI

RESOLUTION SOUMISE PAR LA SECTION ANGLAISE

La résolution suivante, admise à l'unanimité par la section anglaise, est soumise à l'approbation du Congrès.

Renchérissement du coût de la vie.

I. Attendu que le renchérissement du coût de la vie s'est étendu à presque tous les objets de première nécessité dans tous les pays civilisés et a perduré durant dix-huit ans, renchérissement qui n'a pas été accompagné d'une augmentation correspondante des salaires et a amené conséquemment, malgré les efforts des syndicats, une diminution de l'étalon de la vie chez la plus grande masse des prolétaires.

II. Que la cause principale de ce renchérissement général du coût de la vie est à rechercher dans le fait que les capitalistes du monde entier sont de plus en plus maîtres des moyens et des procédés de production, des marchés et des méthodes de distribution, grâce à leurs monopoles, leurs combinaisons et leurs cartels de prix, ce qui a amené, d'un côté, une augmentation du prix à payer par le consommateur et, d'un autre côté, à cause de la puissance grandissante de ces cartels en présence d'ouvriers qui se font la concurrence pour l'obtention de travail, un abaissement continu des salaires à un taux qui ne leur permet pas d'assurer leur subsistance.

III. Etant donné que les résultats déplorables de cette exploitation capitaliste et du système du salariat basé sur la concurrence, demandent l'intervention urgente des législateurs et, en attendant qu'il soit radicalement mis fin au mal, ce qui peut seulement être amené par la transformation de la société sur des bases socialistes, des mesures palliatrices peuvent être prises pour la protection efficace du prolétariat.

IV. Parmi les mesures palliatrices qui peuvent avoir un certain effet, le Congrès relève :

a) L'action d'un grand nombre de municipalités allemandes, hongroises, italiennes et autres, qui maintiennent les bas prix par l'ouverture de magasins municipaux et de boulangeries et par la fourniture de la viande, du poisson, du pain, etc., ainsi que des médicaments pour les malades et ce au prix de revient;

b) Le développement, malheureusement trop lent, des maisons ouvrières municipales louées au prix de revient;

c) L'augmentation, dans presque tous les pays, du nombre des coopératives ouvrières, ce qui place une part croissante de l'approvisionnement de la masse sous le contrôle de la classe ouvrière;

d) L'acceptation de la demande syndicale, qu'il y aurait un minimum de salaire reconnu, basé sur un prix de la vie bien déterminé et sous lequel il serait interdit de descendre.

e) La généralisation des mesures, encore bien tardives et insuffisantes, prises par les autorités publiques et tendant à augmenter les salaires de leurs employés proportionnellement à l'augmentation du coût de la vie.

La classe ouvrière devra faire le nécessaire afin d'obtenir la généralisation de ces mesures à travers le monde.

V. Vu l'extension croissante de la fixation — par la loi, par les autorités publiques ou par les conventions collectives — de tarifs minima de salaires et vu la conséquence qui en découle et qui est l'immuabilité de salaires fixés pour de longues périodes, il est désirable que toutes ces échelles de salaire comprennent des mesures tendant à élever les salaires d'une manière automatique, conformément à l'augmentation générale du prix des marchandises, augmentation à déterminer et à promulguer chaque année.
